Tréfimétaux : Mobilisation à Sérifontaine pour sauver les emplois et le site

L'annonce de la suppression de 215 emplois chez Tréfimétaux (ne laissant que 53 salariés sur le site et seulement 25 en production) suscite beaucoup d'émotion à Sérifontaine (2800 habitants). À l'appel du syndicat CGT et du Maire communiste René Grousset, la mobilisation s'organise pour sauvegarder l'emploi et le site industriel déjà lourdement frappé par plusieurs plans de «restructurations» (ou plutôt destructurations). L'usine de fabrication de pièces de cuivre et de laiton pour l'industrie et le bâtiment mais aussi pour la pièce euro, a employé des générations de sérifontainois et avait encore plus de 600 salariés il y a quelques années.

Tout indique que le site est viable industriellement.

Pour les salariés, cette menace de liquidation du site est d'autant plus inacceptable que la Direction reconnaît dans sa lettre aux salariés du 15 juin 2006 que «*grâce aux efforts de tous, les résultats en terme de qualité, productivité, réduction des coûts et résultat économique ont été portés au niveau attendu*»et que «*la décision du groupe est difficile à comprendre*» (sic).

Les sacrifices importants des salariés ont permis une hausse très forte de la productivité et le savoir-faire des salariés font que les clients sont très satisfaits des produits fabriqués (*en interne le groupe craint de perdre des clients si la production n'est plus assurée à Sérifontaine !*) ; par ailleurs le transfert de production vers l'Allemagne et l'Italie provoquerait une augmentation des coûts de transport .

En fait, tout montre qu'une nouvelle fois, il s'agit de la décision d'une poignée d'actionnaires dont le seul objectif est d'accroître toujours plus la rentabilité de leurs placements financiers.

Les pouvoirs publics doivent prendre leur responsabilité et exiger des comptes !

Samedi 17 juin, une rencontre était organisée par le maire en lien avec le syndicat CGT et la Fédération du PCF OISE, entre une quarantaine de salariés et Marcel Larmanou, Maire-conseiller général de Gisors, Alain Blanchard, Vice-président du Conseil général de l'Oise, Viviane Claux, présidente du Groupe communiste au Conseil régional de Picardie qui se sont mis à la disposition des salariés et des habitants pour relayer leur lutte pour l'emploi à tous les niveaux.

Les élus communistes exigent du Préfet l'organisation rapide d'une Table ronde réunissant les représentants des salariés, la direction, les élus des différentes collectivités et les services de l'Etat afin que soient examinées, en toute transparence toutes les solutions permettant de maintenir l'emploi.
Cette attitude combative tranche singulièrement avec celle du député Mancel totalement silencieux !

Lors d'une réunion extraordinaire lundi 19 juin en présence d'une centaine d'habitants, le Conseil municipal a exprimé l'exigence de la transparence sur les comptes des groupes européens KME et SMI, sur les raisons des suppressions d'emplois sur Sérifontaine, sur les dividendes versés aux actionnaires.

Des propositions pour l'emploi

Dans un tract diffusé à toute la population, les communistes soulignent que les dirigeants du groupe doivent se voir rappeler et imposer leur responsabilité sociale sur toute la région de Sérifontaine où le travail de générations de salariés a généré des profits et rappellent les propositions du PCF :

- des droits et pouvoirs nouveaux des salariés pour contrecarrer la toute-puissance des actionnaires
- mettre en place un système de sécurité d'emploi, de formation et de revenu tout au long de la vie, garanti collectivement et par un prélèvement sur les profits des grands groupes
- réorienter la Banque Centrale Européenne et tout le système bancaire vers le financement de l'emploi

A Sérifontaine, la lutte ne fait que commencer !

LAJOUS : un fleuron de l'industrie compiégnoise livré à la finance !

L'usine LAJOUS est elle aussi une nouvelle fois dans le collimateur des actionnaires du groupe Euralcom qui voudraient «*diminuer la masse salariale de 12 millions d'euros*», en clair virer 300 salariés sur les 2 000 du groupe (où 347 emplois ont déjà été supprimés depuis 2003).
Pour la première fois, une grève générale a été déclenchée et l'usine a été bloquée.
Une rencontre des élus et militants communistes avec des représentants syndicaux est prévue prochainement pour réfléchir ensemble aux initiatives à prendre

FAURECIA MERU : grève pour les salaires et les conditions de travail

À l'appel de la CGT, une grève a eu lieu pour réclamer une hausse générale des salaires, 50 euros de plus sur la prime d'équipe et une reconnaissance des qualifications dans une usine où des efforts considérables ont été demandés aux salariés ces dernières années.
La direction a été contrainte de rouvrir les négociations .